

Rapport du
COMITÉ DES FINANCES ET DU MARKETING
présenté à la 88^e Assemblée générale annuelle du
CONSEIL CANADIEN DE L'HORTICULTURE
Hôtel Fairmont Château Frontenac, Québec (Québec)
Le 4 mars 2010

**Président et membres du
Conseil canadien de l'horticulture,**

Un examen approfondi de l'année 2009 révèle de nombreux faits. Maintenant que l'industrie automobile n'est plus la plus importante source de création d'emplois au pays, l'industrie de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de l'agroentreprise devient le principal employeur à l'échelle nationale.

Malgré que l'horticulture sous toutes ses formes soit une composante importante de cette industrie, le gouvernement et la société continuent à nous manifester, au mieux, un intérêt de pure forme à tous les égards, notamment en matière de sécurité du revenu et de financement. Nous avons terminé la troisième année de Cultivons l'avenir ou, plus précisément, le programme qui fond comme neige au soleil. Les programmes qui ne traitent pas de la gestion du risque des entreprises manquent d'argent après six à huit semaines, ce qui signifie que les producteurs doivent attendre la prochaine année avant d'en profiter de nouveau. D'ailleurs, le Plan environnemental en agriculture de l'Ontario est déjà à sec pour 2010!

Les programmes de gestion du risque des entreprises ne fonctionnent tout simplement pas. Nous avons proposé des solutions à court terme pour aider nos producteurs, mais les réponses se font toujours attendre. Les politiciens n'hésitent pas à offrir une aide financière aux industries qui ferment leurs portes et quittent le pays, mais laissent pour compte celles qui restent.

L'année 2009 est maintenant chose du passé. Pour de nombreuses régions, la saison de culture se résume en quelques mots : elle n'a jamais eu lieu. Certaines régions ont reçu trop de pluie, d'autres pas assez. À certains endroits, il n'y a pas eu assez de chaleur, à d'autres, il a fait trop chaud. Les conditions climatiques ont mis à l'épreuve les programmes d'assurance-récolte pour l'horticulture, si bien entendu ils existaient dans ces régions!

Une tornade a dévasté la région Beaver Valley en Ontario, et les pomiculteurs attendent toujours une action de la part d'Agri-relance. Il a fallu cinq mois, soit d'août à décembre, avant même que les deux paliers de gouvernement déterminent l'admissibilité de ces producteurs au programme. Bien entendu, l'ancien ministre de l'Agriculture de l'Ontario porte la plus grande partie du blâme pour ce retard, et seule l'expérience nous dira si le ministre fédéral fera mieux à ce sujet, puisqu'après tout le ministre de l'Ontario n'a pas suscité de grandes attentes, se présentant à la séance de photos pour ne plus être revu par la suite.

Le gouvernement de l'Ontario a franchi la deuxième phase de sa politique d'augmentation du salaire minimum le 31 mars 2009 en l'établissant à 9,50 \$ l'heure et

amorcera la troisième phase le 31 mars 2010 en le fixant à 10,25 \$ l'heure. Entre 2008 et 2010, le salaire minimum aura connu une hausse de 28,5 %. En 2009 et en 2010, cette situation causera des augmentations pour tous les intervenants, plus particulièrement les participants au PTAS. Y a-t-il eu une augmentation correspondante des prix des produits? Rêvons!

La plupart des autres gouvernements provinciaux cherchent par tous les moyens à offrir un salaire minimum de 10 \$ l'heure ou plus. Pourquoi un tel empressement puisque la plupart de nos concurrents ne reconnaissent même pas le concept du salaire minimum? Le gouvernement de l'Ontario a augmenté le salaire minimum pour des intérêts purement politiques. Aucune étude des répercussions n'a été effectuée, aucun plan n'a été élaboré et aucune compensation n'a été prévue pour les secteurs les plus touchés par cette mesure, sauf pour l'industrie du tourisme réceptif qui a obtenu une subvention d'abaissement de plusieurs millions de dollars pour les taxes d'affaires et de formation. La « soi-disante » raison de cette hausse du salaire minimum était d'aider les gens qui avaient de la difficulté à joindre les deux bouts à mieux vivre. Toutefois, puisque les personnes travaillant au salaire minimum sont plus susceptibles de magasiner dans les endroits où les employés sont payés au salaire minimum, ces entreprises ont augmenté leurs prix pour contrer la hausse du salaire minimum. Le résultat? Le seuil de survie s'est éloigné au lieu de se rapprocher.

Pendant que j'écrivais mon rapport, les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux se sont réunis à Niagara il y a à peine deux jours. Ils ont publié un communiqué de presse sans grande substance. Ce communiqué parlait notamment de situation économique, de compétitivité du secteur et d'efforts continus pour renforcer les systèmes canadiens de salubrité des aliments et de traçabilité du bétail. Il mentionnait également l'importance de saisir toutes les occasions de vendre les produits canadiens et d'étudier le futur des programmes de gestion du risque des entreprises. Une fois de plus, il est clair qu'ils n'ont RIEN compris.

Les ministres ont manqué une belle occasion de passer réellement à l'action. À quand remonte le dernier problème de salubrité des aliments impliquant les produits horticoles du Canada? Nous offrons des fruits et des légumes très sains. Nous avons plutôt besoin de producteurs rentables qui offrent un contexte qui incitera les jeunes à joindre les rangs de nos producteurs. Les ministres parlent de « saisir toutes les occasions de vendre nos produits ». Cela ressemble énormément au modèle américain, c'est-à-dire d'être le fournisseur alimentaire mondial le moins coûteux. Il s'agit là d'une idée mise de l'avant par le bureau agricole américain, appuyé bien entendu par le trésor américain. Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais je n'ai nullement l'intention de fournir la nourriture la moins chère sans appui de quiconque.

Pour ce qui est de la planification pour l'avenir et de la consultation au sujet des programmes de GRE, ce n'est là qu'une autre façon de dire que les changements réels devront se faire attendre pendant encore quelques années. Parlons plutôt de l'un des vrais problèmes. Le Canada ne dispose d'aucune stratégie alimentaire. Bref, par rapport à la vaste majorité du monde, nous sommes en retard d'une génération ou plus à cet égard. Nous devons reconnaître qu'il y aura des producteurs canadiens aux exploitations rentables qui produiront les meilleurs aliments pour les consommateurs canadiens et que ceux qui en ont les moyens payeront pour profiter de cette qualité. Il est nécessaire d'avoir une feuille de route pour nous guider et des politiques pour nous garder sur la bonne voie. Le gouvernement britannique a publié en janvier sa stratégie « U.K. 2030 ». Cette stratégie comprend un engagement à doubler les fonds affectés à la recherche en agriculture et en alimentation d'ici trois ans. Quel concept! Les fonds affectés à la recherche ici sont dérisoires en comparaison.

Enfin, sur une note plus encourageante, des intervenants travaillent déjà sur la Stratégie alimentaire nationale. Vous en entendrez davantage à ce sujet cette année et vous participerez, nous l'espérons, à cette initiative. « Nous » avons les solutions pour nos membres et la société en général. Notre défi à titre de porte-parole de l'agriculture consiste à inciter les gouvernements à établir les bonnes politiques.

Le tout respectueusement soumis aux membres du Conseil canadien de l'horticulture par le Président du Comité des finances et de la commercialisation,

Mark Wales
Le 4 mars 2010